

PREFECTURE

PREFET DES ARDENNES

Direction de l'action territoriale
et des affaires juridiques

Bureau des relations avec les
collectivités locales

ARRETE PREFECTORAL N° 2011 / 680

PORTANT :

1° DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE :

- **DES TRAVAUX DE PRELEVEMENT ET DE DERIVATION DES EAUX,**
- **DE L'INSTAURATION DES PERIMETRES DE PROTECTION,**

**2° AUTORISATION D'UTILISER DE L'EAU EN VUE DE LA
CONSOMMATION HUMAINE POUR LA PRODUCTION, LA DISTRIBUTION
PAR UN RESEAU PUBLIC OU PRIVE,**

**3° DECLARATION DE PRELEVEMENT,
CONCERNANT LA COMMUNE DES GRANDES-ARMOISES**

**Source des Gouttes (Code Minier : 0087-7X-0010)
Située sur le territoire de la commune du Mont-Dieu**

Le préfet des Ardennes,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques

Vu le code de la santé publique, et notamment les articles L. 1321-1 à L. 1321-10 et
R. 1321-1 à R. 1321-63 ;

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 214-1 à L. 214-6, L. 214-8
et L. 215-13 ;

Vu le code minier, et notamment l'article 131 ;

Vu le code forestier, et notamment les articles R. 412-19 à R. 412-27 ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de
déclaration prévues par les articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement pour
la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;

Vu le décret du 13 janvier 2011 portant nomination de M. Pierre N'Gahane en qualité
de préfet des Ardennes,

Vu l'arrêté interministériel du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 489 du 12 novembre 1979 modifié définissant le règlement sanitaire départemental ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/231 du 9 juillet 2009 relatif au 4^{ème} programme d'action 2010-2013 à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011/287 du 26 mai 2011 portant ouverture conjointe d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire sur le projet de création des périmètres de protection du captage d'alimentation en eau de consommation humaine (indice minier 0087-7X-0010) exploité par la commune des Grandes-Armoises et situé sur le territoire de la commune du Mont-Dieu ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011/665 du 19 décembre 2011 donnant délégation de signature à M. Jean-François de MANHEULLE, secrétaire général de la préfecture des Ardennes,

Vu la délibération du conseil municipal des Grandes Armoises, en date du 15 juillet 2009, par laquelle la commune sollicite la déclaration d'utilité publique de l'établissement des périmètres de protection du captage situé sur le territoire communal du Mont-Dieu ;

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 28 février 2011 ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 juin au 6 juillet 2011 inclus ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 10 août 2011 ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) des Ardennes en date du 15 décembre 2011 ;

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune des Grandes-Armoises, énoncés à l'appui du dossier, sont justifiés :

- par l'avis sanitaire favorable de l'hydrogéologue agréé en date du 8 avril 2009, complété par un avis favorable du 28 février 2011,
- par l'avis favorable du commissaire enquêteur suite à l'enquête publique, énoncé dans son rapport déposé le 10 août 2011,
- par l'avis favorable du CODERST en date du 15 décembre 2011 ;

Considérant que ce captage alimente également en eau non traitée, la ferme, dite de la Grange-au-Mont, sise sur la commune du Mont-Dieu ;

Considérant que l'alimentation en eau de la dite ferme est assumée par son propriétaire, qui a installé une pompe et une canalisation de refoulement ;

Considérant que cette fourniture d'eau, à titre gratuit, a fait l'objet d'une convention conclue le 23 avril 1990, entre le propriétaire de la ferme de la Grange-au-Mont et la commune des Grandes Armoises ;

Considérant que l'environnement du captage a fait l'objet d'une étude préalable des pollutions présentes, validée par l'avis sanitaire de l'hydrogéologue agréé ;

Considérant que l'hydrogéologue agréé a signalé la vulnérabilité aux pollutions de l'aquifère concerné, qu'il a prescrit en conséquence des interdictions et réglementations en définissant trois zones de sensibilité : le Périmètre de Protection Immédiate (PPI), le Périmètre de Protection Rapprochée (PPR), le Périmètre de Protection Eloignée (PPE) visant notamment l'activité forestière, exclusive dans le PPR et l'activité agricole, prépondérante dans le PPE et susceptible de générer des pollutions diffuses ;

Considérant que y a lieu en conséquence d'établir, entre la commune des Grandes Armoises et l'Office National des Forêts, une convention d'usage relative au terrain du PPI, situé en forêt domaniale, et de grever de servitudes les terrains situés dans le PPR ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine sur le territoire de la commune du Mont-Dieu ;

Sur proposition de la Déléguée Territoriale Départementale des Ardennes de l'Agence Régionale de Santé de Champagne-Ardenne ;

ARRETE

CHAPITRE 1 : DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PRÉLÈVEMENT DE L'EAU

ARTICLE 1^{ER} : DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune des Grandes-Armoises :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine à partir de la source des Gouttes, sise sur le territoire de la commune du Mont-Dieu ;
- la création de périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage et l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

ARTICLE 2 : AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU DESTINEE A LA CONSOMMATION HUMAINE

La commune des Grandes-Armoises est autorisée à prélever et à dériver une partie des eaux issues de la source des Gouttes, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE

L'ensemble des ouvrages de captage (indice minier : 0087-7X-0010) est situé sur le territoire de la commune du Mont-Dieu, sur la parcelle cadastrée B n° 64.

Les coordonnées topographiques en Lambert II étendue de l'ouvrage de captage sont :

- X = 784,90 km
- Y = 1207,54 km
- Z = + 235 m

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PRELEVEMENT

Le prélèvement ne pourra excéder :

- 3 m³/h
- 60 m³/j
- 10000 m³/an.

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de conserver trois ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service de la police de l'eau du département.

En cas de sécheresse prolongée, si le débit de la source devait atteindre une valeur critique, l'alimentation de la commune des Grandes Armoises serait prioritaire par rapport à celle de la ferme de la Grange-au-Mont, selon les termes de la convention signée le 23 avril 1990, par les deux parties. La régulation du système de prélèvement garantit le respect de cette clause.

ARTICLE 5 : ABANDON DE L'OUVRAGE

La déclaration d'abandon de l'ouvrage est communiquée au préfet de département au moins un mois avant les éventuels travaux accompagnant cet abandon.

ARTICLE 6 : SURVEILLANCE ET ENTRETIEN

Les opérations de prélèvement sont contrôlées.

Les ouvrages et installations de prélèvement sont entretenus de manière à :

- éviter tout gaspillage,
- garantir le bon fonctionnement des dispositifs destinés à la protection de la ressource en eau souterraine, à la surveillance et à l'évaluation des prélèvements ainsi qu'au suivi de la qualité de l'eau.

Tous les incidents ayant pu porter atteinte à la qualité de l'eau ou à sa gestion quantitative, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, sont déclarés au préfet de département, dès que l'exploitant en a connaissance.

ARTICLE 7 : ACCESSIBILITE

Les propriétaires et exploitants sont tenus de permettre l'accès aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions, dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile, dans les conditions prévues à l'article L. 216-4 du code de l'environnement. Il est demandé de tenir à la disposition des agents habilités la liste des produits polluants, notamment les produits pesticides utilisés sur l'exploitation.

ARTICLE 8 : DECLARATION D'INCIDENT OU D'ACCIDENT

La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant, ou s'il n'existe pas d'exploitant, le propriétaire, sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de déclarer, dans les meilleurs délais, au préfet de département ou au maire du lieu d'implantation de l'opération, tout incident ou accident intéressant l'opération et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, notamment la préservation des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la qualité de l'eau, de la ressource en eau, le libre écoulement des eaux, la santé, la salubrité publique, la sécurité civile et la conciliation des exigences des activités légalement exercées qui font usage de l'eau.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet de département, les personnes mentionnées au premier alinéa prennent ou font prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

ARTICLE 9 : MODIFICATION DE L'OUVRAGE

Toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation initiale est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet de département qui peut exiger une nouvelle demande d'autorisation, soumise aux mêmes formalités que la demande d'autorisation initiale.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS

Si, au moment de l'autorisation ou postérieurement, le pétitionnaire souhaite obtenir la modification de certaines prescriptions applicables à l'opération, il en fait la demande au préfet de département, qui statue par arrêté conformément aux articles R. 214-15 et R. 214-39 du code de l'environnement susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement. Si ces principes ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet de département peut imposer, par un arrêté, toute prescription.

ARTICLE 11 : TRANSMISSION DU BENEFICE DE LA DECLARATION

Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet, dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est donné acte de cette déclaration.

ARTICLE 12 : PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour des installations de captage et de la chambre de réunion.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté.

ARTICLE 12.1 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX PERIMETRES DE PROTECTION IMMEDIATE, RAPPROCHEE ET ELOIGNEE

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementés qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention au préfet et à la délégation territoriale départementale des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés.

II. Toutes mesures devront être prises pour que la commune des Grandes-Armoises, le préfet et la délégation territoriale départementale des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout nouveau captage destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation au titre des codes de l'environnement et de la santé publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

ARTICLE 12.2 : PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Le périmètre de protection immédiate, inclus dans la parcelle B 64, a une superficie de 1 are.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection immédiate suivant les prescriptions mentionnées en annexe I du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 12.3 : PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Le périmètre de protection rapprochée est inclus dans la parcelle B64. Sa superficie est de 8 ha 79 a 7 ca.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée suivant les prescriptions mentionnées en annexe II du présent arrêté. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

ARTICLE 12.4 : PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Le périmètre de protection éloignée a une superficie d'environ 33 ha.

Une réglementation renforçant la réglementation générale est instituée sur les terrains du périmètre de protection éloignée suivant les prescriptions mentionnées en annexe III du présent arrêté.

ARTICLE 13 : TRAVAUX ET MODALITES DE GESTION PRESCRITS PAR L'HYDROGEOLOGUE ET L'AUTORITE SANITAIRE

Le périmètre de protection immédiate devra être entouré d'une clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Il ne sera accessible que par un portail fermant à clé.

Des joints étanches devront être placés sous les dalles de l'ouvrage de production.

Concernant l'usage du captage et du PPI, une nouvelle convention, plus conforme au Code de la Santé Publique, devra être conclue entre l'ONF et la commune des Grandes Armoises.

ARTICLE 14 : MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS ET RESPECT DES PRESCRIPTIONS

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 12, il doit être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- à compter de la notification du présent arrêté en ce qui concerne les prescriptions applicables dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- dans un délai d'un an maximum à compter de la notification du présent arrêté, en ce qui concerne les travaux prescrits par l'hydrogéologue agréé et l'autorité sanitaire, s'appliquant au captage, au périmètre de protection immédiate, au périmètre de protection rapprochée et au réservoir.

CHAPITRE 2 : TRAITEMENT, DISTRIBUTION DE L'EAU ET AUTORISATION

ARTICLE 15 : TRAITEMENT

La commune des Grandes-Armoises est autorisée à traiter et à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de ce captage, sous réserve que les réseaux de distribution répondent aux conditions exigées par le code de la santé publique.

ARTICLE 16 : QUALITE DES EAUX

Les eaux distribuées devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu notamment de :

- Surveiller la qualité de l'eau distribuée et celle au point de pompage ;
- Se soumettre au contrôle sanitaire ;
- Prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire ;
- Employer des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée ;
- Respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution ;
- Se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

L'eau fournie à la ferme de la Grange-au-Mont n'est pas traitée par la commune des Grandes Armoises.

En conséquence, selon la convention signée le 23 avril 1990 par les deux parties, le propriétaire de la ferme de la Grange-au-Mont est seul responsable de la qualité de l'eau qu'il prélève.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 : RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté, y compris des servitudes, dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine de la commune des Grandes-Armoises devra être déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 18 : DELAI ET DUREE DE VALIDITE

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19 : NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté, de sa notification **sans délai** aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection, de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant **une durée d'un mois** des extraits de celui-ci énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, de son insertion dans les documents d'urbanisme dont la mise à jour doit être effective **dans un délai maximum de 3 mois** après la date de signature du préfet.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire du Mont-Dieu.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à la délégation territoriale départementale des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et éloignée et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 20 : SANCTIONS APPLICABLES EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROTECTION DES OUVRAGES

En application de l'article L. 1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 € d'amende.

En application de l'article L. 1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45.000 € d'amende.

ARTICLE 21 : DROIT DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne. Tout recours est adressé en lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 22 : TRANSMISSION ET COPIES

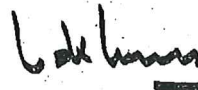
Une copie du présent arrêté sera adressée aux sous-préfet de Sedan et Vouziers, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, au délégué territorial départemental des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne, au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, au directeur du bureau de recherches géologiques et minières, au directeur départemental des territoires, au président du conseil général des Ardennes, au président de la chambre d'agriculture des Ardennes, au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés en matière d'hygiène publique, au commissaire enquêteur, et aux maires des Grandes-Armoises et du Mont-Dieu.

ARTICLE 23 : MESURES EXECUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le sous-préfet de Sedan, le sous-préfet de Vouziers, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne, le délégué territorial départemental des Ardennes de l'agence régionale de la santé de Champagne-Ardenne, le directeur départemental des territoires, et les maires des Grandes-Armoises et du Mont-Dieu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Ardennes et des services déconcentrés de l'Etat, et une copie en sera tenue à la disposition du public en mairie du Mont-Dieu.

Charleville-Mézières, le 28 décembre 2011.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Jean-François de MANHEULLE

Liste des annexes :

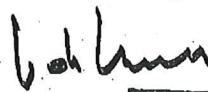
- annexe I : servitudes instituées dans le périmètre de protection immédiate.
- annexe II : servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée.
- annexe III : servitudes instituées dans le périmètre de protection éloignée.
- annexe IV : plan de situation et plan parcellaire.

ANNEXE I**SERVITUDES APPLICABLES AU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION IMMÉDIATE**

- Le périmètre de protection immédiate doit être propriété de l'exploitant et interdit à toutes activités autres que celles nécessitées par l'entretien et l'inspection des ouvrages.
- Le PPI doit être clôturé par un grillage d'une hauteur minimale de 2 mètres et par un portail fermant à clé.
- L'accès au PPI est interdit à toute personne non mandatée par la commune.
- Son accès est toutefois autorisé au propriétaire de la ferme de la Grange-au-Mont. Il ne peut accéder qu'au local contenant sa pompe de refoulement.
- L'entretien des surfaces enherbées doit nécessiter le recours exclusif à des moyens manuels ou mécaniques. L'utilisation de produits phytosanitaires est absolument interdite.
- L'herbe fauchée doit être évacuée régulièrement du PPI.
- Le stockage de matériels et de matériaux, même réputés inertes, y est interdit.

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le 28 décembre 2011.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Jean-François de MANHEULLE

ANNEXE II

SERVITUDES APPLICABLES AU PÉRIMÈTRE DE PROTECTION RAPPROCHÉE

Dans ce périmètre, sont interdits :

- Le défrichement ;
- Le forage de puits et le captage de sources, en dehors des ouvrages destinés à l'alimentation en eau potable déclarés d'utilité publique ;
- Les ouvrages destinés à l'infiltration d'eaux usées ou pluviales ;
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- L'implantation de canalisations de gaz ;
- Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides, y compris les installations temporaires qui seraient destinées à alimenter les engins forestiers ;
- Le traitement du bois abattu ;
- L'épandage de produits phytosanitaires ;
- L'affourage et l'agrainage destinés au gibier ;
- La création de plans d'eau ;
- L'établissement de toute construction superficielle ou souterraine, même provisoire autre que celle strictement nécessaire à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau ;
- Le camping.

Dans ce périmètre sont réglementées les activités suivantes :

- L'ouverture d'excavations, autres que les carrières à ciel ouvert, sera limitée aux excavations provisoires. Le remblaiement sera réalisé avec les matériaux extraits replacés dans l'ordre de leur présence dans le sol. Pour les tranchées de réseaux divers, refermer avec au moins 30 à 50 cm de matériaux imperméables compactés (argiles, limons) ;
- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes sera réalisé à l'aide de matériaux chimiquement insolubles et imputrescibles, matériaux inertes, et de préférence argileux ;
- Les coupes seront réalisées conformément au document d'aménagement de la forêt domaniale du Mont-Dieu ;

- Les dépôts de bois devront reposer sur des aires imperméabilisées, aménagées pour récupérer les eaux de ruissellement.
- Les opérations de débardage seront réalisées à l'aide d'engins à pneus larges, destinés à limiter le tassement du sol et la formation d'ornières;
- La construction ou la modification de voies de communication seront autorisées, sous réserve que :
 - les eaux de ruissellement soient acheminées hors du PPR ;
 - le fond des fossés recevant les eaux de ruissellement soit recouvert d'une couche argileuse de 20cm d'épaisseur ;
 - un plan d'intervention d'urgence soit mis au point afin de pouvoir maîtriser toute pollution accidentelle.

Vu pour être annexé à mon arrêté en date de ce jour,
Charleville-Mézières, le 28 décembre 2011.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Jean-François de MANHEULLE